

**DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE****VILLE DE BASSE-TERRE**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX DE LA VILLE DE BASSE-TERRE, RELATIF À UNE PERMISSION DE VOIRIE À L'ENTREPRISE VADIMON ROMARIC, SISE D4 – CITE SAINT-DOMINIQUE – 97123 BAILLIF, D'ENTREPRENDRE DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT ELECTRIQUE, SECTION AS, PARCELLE 451, SISE AU N° 77 CHEMIN DES ACACIAS A BASSE-TERRE, A PARTIR DU SAMEDI 22 JUIN 2024 JUSQU'AU DIMANCHE 23 JUIN 2024, DE 07 HEURES 00 À 17 HEURES 00.**

Le Maire de la Ville de BASSE-TERRE, Monsieur André ATALLAH ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2211-1, L 2213-1 et suivants ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1111-1 à L 1111-6 ;

VU le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants ;

VU le Code de la voirie routière et notamment les articles L115-1, L141-10, L141-11 et L141-12 ;

VU le code pénal ;

VU le Code de la route et les instructions interministérielles sur la signalisation routière (livre 1 – 8ème partie signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié)

VU l'état des lieux

CONSIDERANT la demande formulée en date du 06 Juin 2024, par laquelle l'Entreprise « **VADIMON ROMARIC** », sise D4 – Cité Saint-Dominique – 97123 BAILLIF, sollicite un **arrêté municipal** afin d'entreprendre des travaux de raccordement électrique, section AS, Parcelle 451, au n°77 Chemin des Acacias à Basse-Terre, à partir du **Samedi 22 Juin 2024, jusqu'au Dimanche 23 Juin 2024, de 07 heures 00 à 17 heures 00.**

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE PREMIER** : Autorise une **Permission de Voirie** à l'Entreprise « **VADIMON ROMARIC** » de réaliser de travaux de raccordement électrique, section AS Parcelle 451, sise au n°77 Chemin des Acacias à Basse-Terre, à partir du **samedi 22 Juin 2024, jusqu'au dimanche 23 Juin 2024, de 07 heures 00 à 17 heures 00.**

**ARTICLE 2** : L'Entreprise « **VADIMON ROMARIC** », en charge de la réalisation des travaux, devra mettre en place la main d'œuvre nécessaire pour installer un dispositif de signalisation (panneaux de type AK3, AK5, B3, B14, B31, KC1 et K10 barrières, bandes) pour matérialiser ces dispositifs.

**ARTICLE 3 :** La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de DEUX jours (2).

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

L'ouverture du chantier est fixée le **samedi 22 juin 2024** comme précisé dans la demande

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe, dans un délai de DEUX (2) mois, à compter de son affichage et/ou sa publication.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté devra être notifié, affiché et publié conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 6 :** Les droits des tiers seront et demeureront préservés conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur des Infrastructures et du développement durable du Territoire de la Ville de BASSE-TERRE ; Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de BASSE-TERRE ; Monsieur le Commandant de Police Nationale de BASSE-TERRE et toutes personnes placées sous leur autorité, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 8 :** Ampliation à Madame la Cheffe du Centre Principal de Secours de SAINT-CLAUDE.

Basse-Terre, le 17 JUIN 2024

*Certifié exécutoire compte tenu*

*De la notification, le*

*De l'affichage et/ou la publication, le*

*Fait à Basse-Terre, le*

17 JUIN 2024  
17 JUIN 2024

P/Le Maire André ATALLAH  
Le Conseiller Municipal  
Député à la Sécurité Publique,



Jean-François ISSA

P/Le Maire André ATALLAH  
Le Conseiller Municipal  
Député à la Sécurité Publique,



Jean-François ISSA